

## Le financement des PME nécessite une révision de «l'écosystème»

Le comité d'orientation stratégique de Nyse Euronext dévoilera des pistes de réflexion en début de semaine prochaine

par BRUNO DE ROULHAC

**E**n pleine campagne électorale, PME Finance a réuni plusieurs tables rondes sur le financement des PME. «*Tout "l'écosystème" doit être revu : la régulation (et notamment la question du retrait de la cote), les investissements (quelle fiscalité?), les processus de transaction, etc.*», explique Thierry Giami, auteur du rapport sur le financement des PME-ETI par le marché financier, prônant la création d'une plateforme boursière dédiée. *Il faut s'occuper de tout à la fois*. Un rapport «*pondéré et modéré*», estime Caroline Weber, directrice générale de MiddleNext.

De fait, entreprises et investisseurs ne trouvent pas ce qu'ils souhaitent dans l'offre actuelle de [Nyse Euronext](#), constate Thierry Giami. PME et ETI demandent plus de pédagogie, de services, de proximité, étant présentes à 70% en régions. Alors que [Nyse Euronext](#) se dit «*tout à fait ouvert à ce que d'autres Bourses viennent, voire le*

*LSE*», son comité d'orientation stratégique, qui planche sur le projet de Bourse dédiée aux PME, se réunit aujourd'hui pour la première fois et dévoilera ses réflexions en début de semaine prochaine.

En attendant, le premier fonds obligataire dédié aux ETI, annoncé début février, n'arrive toujours pas à voir le jour faute d'engagements des

### Le fonds obligataire dédié aux ETI est à la peine

investisseurs. Sur une taille prévue de 300 millions, seul un petit tiers serait réuni jusqu'ici. «*Il faut un geste politique*», estime Caroline Weber. *Mais aussi repenser le cadre réglementaire adapté aux PME-ETI*.

Les témoignages de jeunes entreprises ont été révélateurs de ce manque d'appétit des investisseurs. Nick Heys, PDG d'EmailVision, n'a constaté

aucune évolution de son cours après son introduction sur Alternext, avec des «*investisseurs absents, car trop généralistes, et des analystes comprenant mal l'activité du groupe*». Quand «*j'ai voulu sortir de la cote, j'étais emprisonné*» explique Nick Heys, fustigeant les modalités actuelles du retrait obligatoire. Finalement EmailVision a été racheté en 2010 par le fonds américain Francisco Partners. Pour sa part, Georges Karam, PDG de Sequans, a préféré se coter aux Etats-Unis et non en France, pour «*l'écosystème et la compréhension de notre métier par les investisseurs*».

Plusieurs intervenants se sont inquiétés de l'arrivée à échéance cette année de l'avantage fiscal accordé aux FIP et FCPI, représentant les deux tiers du capital-risque et une part importante du capital-développement.